

LIBYE-Conflit-Pétrole

Appel au dialogue en Libye pour éviter une aggravation du conflit

AFP
TRIPOLI/Libye)

LE chef du gouvernement d'union libyen a appelé mercredi au dialogue pour éviter une aggravation du conflit après la prise des terminaux pétroliers par les autorités rivales. Cet appel a été lancé par Fayez al-Sarraj alors que la communauté internationale s'alarme des risques d'une guerre civile frontale entre les forces du gouvernement d'union (GNA) basé à Tripoli et soutenu par l'ONU, et celles du gouvernement parallèle siégeant à Bayda (est). L'émissaire de l'ONU, Martin Kobler, a mis en garde contre la "division" de la Libye, toujours plongée dans l'instabilité près de cinq ans après la chute du régime du dictateur Mouammar Kadhafi, tué en octobre 2011 après huit mois de révolte. Depuis Tripoli, M. Sarraj a appelé "toutes les parties" à "se réunir d'urgence autour d'une même table pour discuter d'un mécanisme permettant de sor-

tir de la crise et de mettre fin au conflit". Il a ajouté qu'il n'accepterait pas de "diriger une partie libyenne ou une guerre contre une autre partie libyenne". Cette déclaration survient alors que M. Sarraj apparaissait affaibli par ce revers militaire et contesté au sein même du gouvernement d'union. Deux de ses membres ont en effet proclamé leur soutien à l'offensive lancée dimanche sur les terminaux pétroliers. Cette dernière "permettra à l'Etat de contrôler ses ressources et de les mettre au service de tous les Libyens", ont affirmé dans un communiqué les deux vice-Premiers ministres Ali al-Qatrani et Fathi al-Majbari. Le GNA, installé depuis mars à Tripoli, est certes reconnu par la communauté internationale mais son influence ne s'exerce que sur une partie du territoire, essentiellement dans l'ouest où il est soutenu par de puissantes milices comme celle de la ville de Misrata. Les autorités basées dans

l'Est, la région la plus riche, ne reconnaissent pas sa légitimité et ont montré leur force en s'emparant en trois jours des installations de la région du Croissant pétrolier (nord-est). Depuis dimanche, leurs unités n'ont pas rencontré de grandes difficultés pour prendre le contrôle des terminaux d'Al-Sedra et de Ras Lanouf, les deux plus importants du pays, puis des ports de Zoueitina et Brega. "Nous contrôlons désormais toute la région du Croissant pétrolier", a déclaré mardi un responsable des forces de l'est. Cette offensive est dirigée par le général Haftar, le chef proclamé de l'armée des autorités parallèles qui est considéré comme le principal obstacle au processus parrainé par l'ONU en vue de rassembler les parties libyennes. Les Etats-Unis ainsi que l'Italie, l'Allemagne et la France ont appelé ensemble "au retrait immédiat et sans conditions des forces armées du Croissant pétrolier". M. Kobler a averti, lui, que

la résolution 2259 de l'ONU interdisait "clairement les exportations illégales de pétrole" et stipule que ses installations pétrolières doivent être sous l'autorité du GNA. Mercredi, le président de la Compagnie nationale de pétrole (NOC) liée au GNA, Mustafa Sanalla, est arrivé au port de Zoueitina, a rapporté l'agence de presse proche des autorités parallèles. Il a promis de relancer les exportations du pétrole libyen "dans l'immédiat, à commencer par le terminal de Zoueitina". Sur le site internet de la NOC, M. Sanalla a indiqué que "les équipes techniques avaient déjà commencé à évaluer les dommages et les réparations nécessaires (...) pour pouvoir relancer les exportations dans les délais les plus brefs". Il n'a cependant pas précisé quelles autorités gèreraient les exportations. La Libye a un besoin urgent de relancer sa production pétrolière, qui a été divisée par cinq depuis 2010, alors que le pays dispose des plus importantes réserves pétrolières

d'Afrique (estimées à 48 milliards de barils). Loin de Tripoli, la crise libyenne crée des remous à Londres après la publication mardi d'un rapport dénonçant l'intervention militaire des Britanniques et des Français dans la révolte ayant conduit à la chute de Kadhafi. "La stratégie du Royaume-Uni fut fondée sur des postulats erronés", critique la Commission des Affaires étrangères du Parlement, en regrettant que Londres se soit "focalisé exclusivement sur le changement de régime par des moyens militaires". Pour les parlementaires, le Premier ministre de l'époque, David Cameron, qui a pris ses décisions avec le président français Nicolas Sarkozy, aurait dû savoir que les islamistes radicaux allaient chercher à profiter de la rébellion. Cinq ans après, le pays livré aux milices formées d'ex-rebelles, reste miné par les luttes de pouvoir et les violences meurtrières, ce qui a favorisé la montée en puissance du groupe jihadiste Etat islamique (EI).

L'Afrique en bref

•AFRIQUE DU SUD-ZIMBABWE-MINES-ACCIDENT

Les corps de deux mineurs illégaux, piégés au fond d'une mine désaffectée de Johannesburg depuis près d'une semaine, ont été ramenés à la surface, a annoncé mercredi un représentant local, portant à trois morts le bilan de cet accident. "Nous avons terminé le travail", a déclaré à l'AFP Ngqabutho Mabhena, représentant de la communauté zimbabwéenne en Afrique du Sud. Les deux dernières victimes ramenées à la surface mardi par des volontaires sont zimbabwéennes. Un autre corps avait déjà été découvert par les services de secours sud-africains lundi.

•TUNISIE-Eau-Climat-Sécheresse

Coupsures d'eau, barrages à sec, végétation assoiffée: la Tunisie a connu un été difficile en raison d'un important déficit pluviométrique, une pénurie qui a renforcé les tensions sociales dans plusieurs régions défavorisées du pays. En août, le ministère de l'Agriculture affirmait que la situation pouvait devenir "catastrophique" s'il ne pleuvait pas d'ici la fin de l'été mais depuis, les quelques orages ont été largement insuffisants pour réalimenter les nappes phréatiques et les barrages, comme celui de Sidi Salem, près de Béja (nord).

•MAROC-ESPAGNE-Justice

Amnesty international a appelé la justice marocaine à garantir un procès équitable en appel à huit activistes récemment condamnés pour avoir occupé des bâtiments publics en brandissant des drapeaux espagnols dans une localité du sud du Maroc. Ces huit manifestants avaient été condamnés le 15 août en première instance, pour rébellion et violence sur des policiers, à des peines allant de quatre mois à un an de prison, après avoir occupé, le 25 juillet, une ancienne bâtisse du consulat d'Espagne dans la localité de Sidi Ifni.

A travers le monde

•FRANCE-ENQUÊTE-Attentat

Un adolescent soupçonné de vouloir commettre un attentat a été arrêté mercredi à Paris, venant grossir les rangs des individus récemment interpellés qui entretenaient des contacts, via la messagerie cryptée Telegram, avec le jihadiste français du groupe Etat islamique (EI) Rachid Kassim. Né en septembre 2001, le lycéen a été arrêté au petit matin et placé en garde à vue par les policiers de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI), près de Paris, a appris l'AFP de sources proches de l'enquête.

ISRAËL-Politique-Santé

Le prix Nobel de la paix Shimon Peres dans un état très grave

AFP
(RAMAT GAN/Israël)

L'EX-PRÉSIDENT et prix Nobel de la paix Shimon Peres restait mercredi dans un état critique après un accident vasculaire cérébral majeur qui, à 93 ans, fait craindre pour la vie de cette personnalité respectée en Israël comme à l'étranger. Israël tremblait pour le dernier survivant de la génération des pères fondateurs de l'Etat d'Israël, qui fut aussi l'un des principaux artisans des accords historiques d'Oslo signés avec les Palestiniens en 1993 à Washington. Avec M. Peres s'éteindrait, après l'Israélien Yitzhak Rabin et le palestinien Yasser Arafat, le dernier des trois hommes qui avaient été récompensés en 1994 par le Nobel "pour leurs efforts en faveur de la paix au Moyen-Orient". M. Peres a subi mardi un accident vasculaire cérébral majeur et a été placé sous sédatifs et sous respirateur artificiel aux soins intensifs de l'hôpital Tel-Hashomer, le plus grand établissement israélien, à Ramat Gan près de Tel-Aviv. Il a passé la nuit sans nouvel incident. Il se trouvait mercredi "dans un état critique mais stable", a dit Raphy Walden, son médecin personnel et gendre. Pour la première fois, M. Walden a osé un début de pro-

nostic. "Les chances de survie sont plutôt bonnes". Il a vu une "lueur d'espoir" dans le fait que M. Peres avait réagi et apparemment suivi ce qu'on lui disait quand l'équipe médicale a brièvement diminué l'administration des sédatifs. "Il a serré ma main et écoutait et comprenait sans aucun doute ce qui se passait", a-t-il ajouté. •'Optimisme prudent' Zeev Feldman, neurochirurgien faisant partie de l'équipe de médecins, a lui aussi parlé "d'optimisme prudent" devant les phases de conscience partielle du patient. Il a souligné que les prochaines 48 à 72 heures étaient cruciales: certes la situation de M. Peres est stable, mais de "mauvais scénarios" peuvent se produire et c'est bien pourquoi il est en soins intensifs et sous surveillance étroite. Les médecins ont décidé de ne pas opérer pour l'instant. Le temps sera le meilleur facteur de récupération et il dira aussi si M. Peres gardera des séquelles durables, selon lui. Les médecins devaient à nouveau tenter de réduire la sédation et un autre bulletin de santé était annoncé autour de 16H00 (13H00 GMT). La nouvelle de cette hospitalisation, bien qu'il s'agisse de la troisième cette année, a causé un choc en Israël et provoqué une vague de sympathie à l'étranger selon les proches de M. Peres. Au coeur des grandes batailles de la courte histoire d'Israël et des farouches

controverses d'un monde politique israélien féroce, M. Peres est devenu une personnalité consensuelle, considérée comme un sage de la nation. Premier ministre à deux reprises, entre 1984 et 1986 et en 1995-96, puis président de 2007 à 2014, il a occupé pendant plus de 50 ans de vie publique de nombreux postes à responsabilité: Défense, Affaires étrangères, Finances... A l'étranger aussi, celui qui négocia avec les Palestiniens et se décida à discuter avec Yasser Arafat qu'il considérait comme un "terroriste", M. Peres jouit d'une considération telle que l'ex-président américain Bill Clinton l'appelle son ami et que, cette année encore, le vice-président américain Joe Biden et le Premier ministre français Manuel Valls lui rendaient visite. •'Des heures difficiles' Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a rapidement réagi à la nouvelle de l'hospitalisation de son ancien adversaire, survenue le jour anniversaire de la signature le 13 septembre 1993 des accords d'Oslo qui ont jeté les bases de l'autonomie palestinienne. "Shimon, nous t'aimons et tout le peuple espère ta guérison", a-t-il écrit sur sa page Facebook. Reuven Rivlin, qui a succédé à M. Peres à la présidence en 2014, a dit prier "avec le peuple tout entier pour le rétablissement de mon ami

Shimon". Le fils de M. Peres, Chemi, veut rester "optimiste". "Mais nous vivons des heures difficiles. Je veux dire à tous que rien n'était plus important pour mon père qu'Israël et son peuple. Mon père est un être unique. Je prie pour lui et je demande à tous ceux qui prient de continuer à prier avec nous". A 93 ans, M. Peres est resté actif à travers son Centre Peres pour la paix, qui promeut la coexistence entre juifs et Arabes, au moment où les perspectives de règlement du conflit israélo-palestinien

ont rarement été plus sombres. Ses activités avaient été interrompues en janvier par deux alertes cardiaques en dix jours. Entre deux séjours à l'hôpital, il avait exprimé sa volonté de se remettre au travail. Interrogé en février par le magazine Time sur ce dont il était le plus fier, il répondait: "Les choses que j'aurais à faire demain. Les choses qu'on a faites sont faites. Elles appartiennent au passé. Je me préoccupe surtout des choses qu'on peut et doit faire demain".

C'est arrivé

Un Américain préfère la prison à sa femme

UN Américain du Kansas a braqué une banque afin d'être envoyé en prison et échapper ainsi à sa femme, selon une plainte déposée mardi devant un tribunal de cet Etat du centre des Etats-Unis. "Je préfère encore être en prison plutôt qu'à la maison", a déclaré Lawrence Ripple à son épouse Remedios, juste après qu'une dispute les eut opposés vendredi. L'homme de 70 ans s'est donc présenté dans une agence bancaire de Kansas City, où il a fait passer au guichet une note mentionnant qu'il portait une arme et qu'il exigeait le contenu de la caisse. Après s'être fait remettre près de 3.000 dollars en liquide, il n'a pas pris la fuite mais s'est assis dans l'agence, en attendant d'être interpellé. Il a expliqué aux policiers ne plus supporter la cohabitation avec son épouse. L'argent volé a été rendu à la banque et M. Ripple, comme il le souhaitait, a été écroué.

à Washington (USA) AEN